

L'Iran est-il pris au piège de la paralysie politique ?

Toutes les versions de cet article : [\[English\]](#) [français]

jeudi 8 janvier 2026, par [AKBARI Reza H.](#)

Au moment où j'écris ce billet, l'Iran connaît son douzième jour de manifestations. L'élite politique a recours à toute une série de tactiques répressives pour assurer sa propre pérennité et réprimer les mouvements populaires ; parallèlement, sans leader politique clair ni structure organisationnelle unifiée, il est difficile pour la foule de fusionner pour constituer une force capable de menacer l'existence même du régime.

Sommaire

- [Paralysie, suspension structur](#)
- [La vue d'en haut et d'en bas](#)

Au moment où j'écris ce billet, l'Iran connaît son douzième jour de manifestations. Ce cycle actuel de troubles a été déclenché le 28 décembre 2025 par un groupe de commerçants de Téhéran qui ont exprimé leur mécontentement face à la chute vertigineuse de la valeur de la monnaie nationale.

À titre de référence, la monnaie iranienne s'échangeait à 32 000 rials pour un dollar en 2015, et aujourd'hui, elle oscille autour de 1 470 000 rials pour un dollar. Cela représente une augmentation de 4 494 % en dix ans. Cette forte chute a exercé une pression particulière sur les commerçants qui importent des marchandises de l'étranger et, par conséquent, sur les consommateurs qui doivent faire face à une augmentation des coûts. Comme je l'ai décrit dans un article précédent, outre la mauvaise gestion interne et les mesures politiques erronées prises par les responsables iraniens, les sanctions internationales ont eu des conséquences dévastatrices sur l'économie iranienne, contribuant à la hausse de l'inflation et à la dévaluation de la monnaie locale. Selon le Centre iranien de statistiques, le taux d'inflation en décembre a atteint 42,2 % par rapport à la même période l'année dernière. Les prix des denrées alimentaires ont augmenté de 72 % et ceux des produits médicaux de 50 % en glissement annuel.

Ces mauvaises conditions économiques semblent être le principal moteur des manifestations actuelles. Cependant, à mesure que les manifestations de rue se sont étendues et que la répression de l'État s'est intensifiée, les revendications ont dépassé le cadre des griefs financiers fondamentaux pour inclure des revendications politiques majeures, certains segments des manifestants appelant même à un changement de régime. Selon un rapport de [Human Rights Activists in Iran](#) (HRANA), un groupe de surveillance à but non lucratif basé à Washington D.C., au 4 janvier, les manifestations s'étaient étendues à au moins 222 endroits dans 78 villes de 26 provinces. Si la mobilisation a eu lieu aussi bien dans les zones urbaines que rurales, l'ampleur et les revendications de chaque rassemblement ont varié, tout comme la réponse des forces de sécurité. Les autorités ont justifié ces approches divergentes [en affirmant](#) qu'elles cherchaient à faire la distinction entre les « manifestants » et les « émeutiers », permettant aux premiers de participer à des marches pacifiques tout en

affrontant les seconds « [sans indulgence](#) ». La manière dont ces distinctions sont faites et les critères sur lesquels elles se fondent restent flous.

Les forces de sécurité utilisant des gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants au bazar de Téhéran, le 6 janvier 2026.

Comme le décrit [le sociologue Ali Kadivar](#), les revendications des manifestants couvrent un large éventail de questions et semblent parfois même contradictoires. Alors que dans certaines régions, des slogans ont été scandés en faveur du retour de la monarchie Pahlavi, dans d'autres, en particulier dans les universités, les manifestants ont rejeté à la fois l'idée d'une monarchie et le système théocratique actuel. De même, malgré les manifestations et la répression étatique qui se poursuivent dans les provinces occidentales du pays, principalement peuplées de Kurdes et d'Azéris, ces régions ne manifestent pas de soutien unifié à un camp politique plutôt qu'à un autre. Verisheh Moradi, un prisonnier politique kurde, a [publié une déclaration](#) depuis sa prison dans laquelle il dit « non à l'autoritarisme religieux » et « non à la monarchie ». Lors d'un match de volley-ball à Urmia, la capitale de la province iranienne d'Azerbaïdjan occidental, les supporters ont [scandé des slogans anti-Pahlavi](#).

Sans leader politique clair ni structure organisationnelle unifiée, il est difficile, voire impossible, pour la foule de se rallier autour d'un ensemble limité de revendications communes et de fusionner pour constituer une force capable de menacer l'existence même du régime. Les menaces extérieures provenant d'Israël et des États-Unis compliquent certainement les calculs du régime. Mais jusqu'à présent, mis à part quelques remaniements administratifs et des ajustements politiques mineurs tels que le remplacement du gouverneur de la Banque centrale et la proposition de subventions directes aux familles, peu d'éléments indiquent que l'élite politique iranienne soit disposée à modifier son approche générale en matière de gouvernance.

-

Paralysie, suspension structurelle et incertitude

Cela m'amène à la dynamique actuelle des relations entre l'État et la société en Iran, qui pourrait être définie par un état de paralysie relative pour toutes les parties concernées. De telles circonstances entraînent souvent un sentiment de désespoir, de fatigue, d'épuisement, de colère, de dépression et un manque général de direction. Pour reprendre un terme du sociologue iranien Alireza Ghadimi, l'Iran connaît actuellement un état de « *suspension structurelle* », une situation dans laquelle les forces du changement social venues d'en bas et les forces de répression venues d'en haut sont simultanément actives, sans qu'aucune des deux parties ne soit en mesure d'éliminer ou de soumettre complètement l'autre. Ce paradigme a entraîné une paralysie des deux côtés, rendant impossible le retour au *statu quo* antérieur tout en empêchant une transition politique claire.

La nature indécise du régime du guide suprême Ali Khamenei n'a fait que renforcer cette situation et pousser l'appareil répressif de l'État à revenir à des méthodes familières et éprouvées qui ont contribué à créer cet état purgatorial au départ. Des manifestations éclatent. L'État refuse ou restreint sévèrement les mécanismes pacifiques d'expression et de changement par des voies civiles. Les manifestations persistent et, parfois, deviennent violentes. La répression de l'État s'intensifie. Les troubles finissent par s'apaiser. Mais le retour du cycle suivant est inévitable, car les causes profondes ne sont pas traitées. Après une

période de calme relatif, un nouveau catalyseur déclenche le cycle suivant. Ce cercle vicieux épuisant est devenu un schéma familier en Iran, se répétant au moins quatre fois lors des grandes manifestations de 2009, 2017, 2019 et 2022.

L'objectif principal de cet article n'est pas d'examiner en détail chaque cycle depuis 2009. Il est toutefois important de reconnaître que l'ampleur, les revendications, la répartition géographique et les réponses de l'État ont varié à chaque cycle et ne doivent pas être considérées comme identiques. Ces cycles se sont également déroulés dans un contexte de changements et de continuités importants dans les calculs régionaux et les affaires internationales de l'Iran. Parmi les événements transformateurs cruciaux, on peut citer le retrait des États-Unis de l'accord sur le nucléaire en 2018 et l'attaque militaire israélo-américaine de 2025. Il est important de rappeler que ces manifestations ne se produisent pas dans un vide national. Bien que cela puisse sembler évident, il convient de le répéter face au flot de commentaires mal informés produits par les influenceurs des réseaux sociaux, les politiciens qui ne connaissent pas bien le pays et les célébrités désireuses de tirer parti de l'attention en ligne.

Ce qui semble toutefois être un fil conducteur constant, c'est l'incapacité ou le refus persistant de l'élite politique de permettre aux citoyens de faire valoir leurs revendications légitimes par le biais de mécanismes pacifiques, institutionnalisés et mondialement acceptés de négociation entre l'État et la société. Ces méthodes éprouvées comprennent des élections libres et concurrentielles, une presse libre, la liberté de réunion, des ONG fortes représentant les électeurs, des plateformes de médias sociaux sans filtrage et des campagnes publiques abordant des questions controversées sans crainte de représailles. Au fil du temps, ces moyens d'expression et de médiation ont été soit supprimés, soit progressivement restreints.

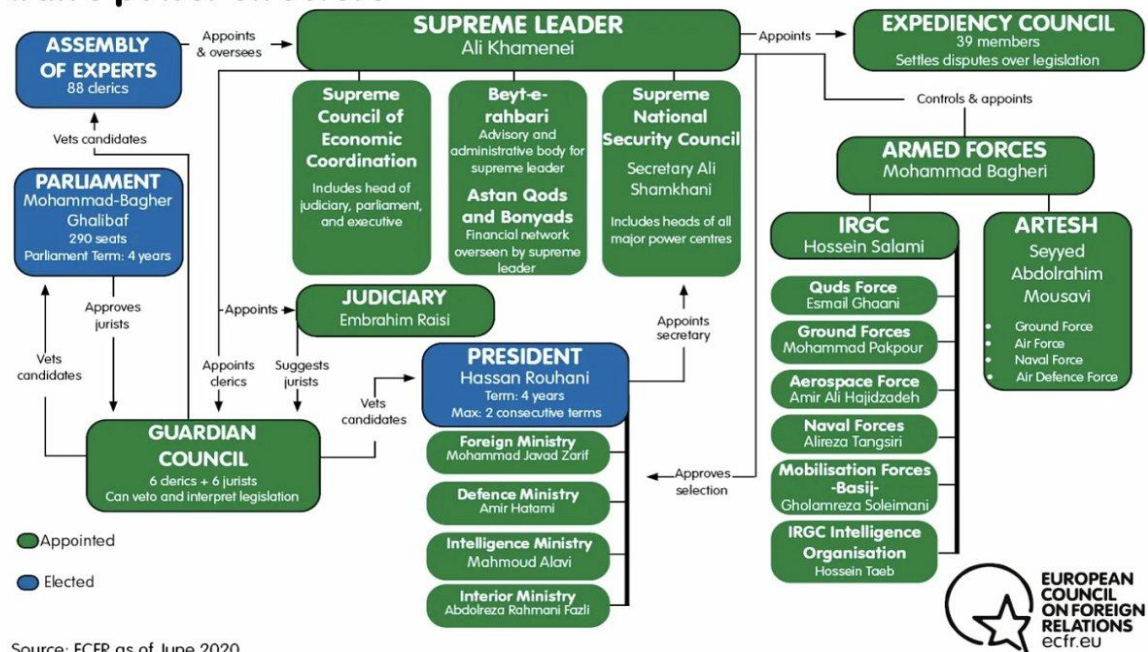
-

La vue d'en haut et d'en bas

Pour mieux décrire cet état de suspension, il serait utile d'examiner les forces du changement ascendant ainsi que les facteurs dissuasifs descendants. Les groupes qui exercent une pression ascendante sont composés de jeunes, de femmes, de segments de la classe moyenne urbaine et d'une partie de la classe marchande. Ils continuent d'exiger des libertés individuelles, l'égalité des sexes, une participation politique significative, une amélioration économique et des réformes fondamentales de la gouvernance. Quelle que soit leur situation socio-économique, les Iraniens sont très instruits, politiquement conscients et familiarisés avec les niveaux de vie mondiaux grâce aux moyens de communication et aux médias modernes. Par conséquent, leurs revendications fondamentales sont restées relativement constantes. Cependant, le système politique s'est montré à plusieurs reprises peu disposé ou incapable de répondre à ces besoins de manière systématique et durable. Les mesures provisoires telles que les récentes annonces de subventions mensuelles directes ont toujours servi de remèdes à court terme plutôt que de solutions durables.

Du haut de la pyramide, l'élite politique a recours à toute une série de tactiques répressives pour assurer sa propre pérennité et réprimer les mouvements populaires en faveur d'un changement politique. Le système gouvernemental iranien est composé d'un réseau interconnecté d'institutions juridiques, sécuritaires, politiques et culturelles, élues ou non, qui travaillent ensemble pour préserver, stabiliser et reproduire les conditions favorables au maintien du statu quo.

Iran's power structure



C'est l'existence d'un système aussi solide qui me conduit à douter que le régime soit prêt à faire preuve de souplesse à court terme ou à s'effondrer après le départ de Khamenei, que ce soit à la suite d'un décès naturel ou d'une opération militaire étrangère malavisée. Une grande attention a été accordée aux implications de la succession pour la longévité du régime, et la transition post-Khamenei représentera sans aucun doute un moment important dans l'histoire politique contemporaine de l'Iran, empreint d'incertitude et de conséquences profondes.

Cependant, un scénario plus plausible, à mon avis, serait une reconfiguration de la République islamique, peut-être sous le même nom, mais qui serait plus réactive aux demandes des citoyens et mieux adaptée aux réalités d'un monde globalisé. Un tel système nécessiterait beaucoup plus de souplesse, d'équilibre et de nuance que la stratégie rigide et unidimensionnelle de résistance à tout prix qui a défini une grande partie de l'approche actuelle.

Il est toujours amusant de jouer les devins, mais je ne prétends pas prédire l'avenir, ni affirmer qu'une telle transformation se produira nécessairement. Ce dont je suis beaucoup plus sûr, c'est de décrire la paralysie politique actuelle, un état de suspension dans lequel ni les forces ascendantes ni les détenteurs du pouvoir descendant n'ont été en mesure de prendre le dessus ou de dominer l'autre de manière décisive, et où aucune des deux parties n'a montré sa volonté de reconsidérer fondamentalement sa vision de la manière dont le pays devrait être gouverné ou dont son peuple souhaite vivre. Pour l'instant, le bras de fer se poursuit, aucune des deux parties ne gagnant de terrain dans l'immédiat.

Reza H. Akbari

P.-S.

- Reza H. Akbari. Billet de blog 9 janvier 2026 (Mediapart) :
<https://blogs.mediapart.fr/reza-h-akbari/blog/090126/liran-est-il-pris-au-piege-de-la-paralysie-politique>

[La version anglaise de ce texte a été publiée originellement ici.](#)

- Reza H. Akbari
Responsable de programme à l’Institute for War and Peace Reporting* et doctorant à
l’American University
Abonné·e de Mediapart
Ce blog est personnel, la rédaction n’est pas à l’origine de ses contenus.